

« ***Vous n'avez pas le droit de poser des questions.*** »

Dans cette fiche, nous proposons de découvrir plusieurs témoignages de personnes concernant des arrestations et/ou des détentions arbitraires de personnes issues de minorités musulmanes, notamment de la minorité ouïghoure, dans le Xinjiang, en Chine.

Ces personnes ont été soit témoins soit victimes de ces arrestations ou détentions.

Ces témoignages permettent d'aborder, de manière concrète, la question des discriminations et des persécutions dont sont victimes les membres de la communauté ouïghoure et des autres minorités musulmanes, dans la province du Xinjiang, en Chine. Ils mettent également en évidence l'absence totale d'accès à la justice pour ces personnes, et la totale impunité face à ces graves violations des droits humains qui constituent pour certaines des crimes contre l'humanité.

multiples témoignages

Témoignage d'Aiman

Aiman, un cadre du gouvernement qui a participé à des détentions massives au Xinjiang (en Chine), a raconté à Amnesty International comment, fin 2017, la police a fait sortir des gens de chez eux sans mandat, comment les membres de la famille des personnes détenues ont réagi, et quel a été le rôle des cadres du gouvernement dans ce processus :

« J'étais là... La police faisait sortir les gens de chez eux... les mains menottées derrière eux, y compris les femmes... et ils leur mettaient des cagoules noires... La police avait une liste [de personnes à détenir]... Personne ne pouvait résister. Imaginez que, tout à coup, un groupe [de policiers] entre [chez vous], vous passe les menottes et vous mette [une cagoule noire] sur la tête... [Les membres de la famille des personnes détenues] ont simplement demandé pourquoi cela se passait... Nous avons accompagné [la police]. Les [cadres] n'ont pas fait grand-chose [concernant la détention physique des personnes]. Notre principale tâche était de calmer et de reconforter les proches [des personnes détenues] et de leur dire que ces choses arrivaient tout le temps... C'était très triste... [Après cela] j'ai pleuré... Cette nuit-là, nous avons

procédé à 60 arrestations... Et cela dans un seul district [parmi les nombreux où des personnes étaient détenues]... Chaque jour, ils arrêtaient de nouvelles personnes. »

Quelques anciens détenus ouïghours ont déclaré à Amnesty International qu'ils avaient été placés en détention après avoir reçu l'autorisation explicite de faire ce pour quoi ils auraient été détenus. Bolat a déclaré à Amnesty International qu'il avait été placé en détention à deux reprises pour avoir voyagé, alors qu'il avait reçu à chaque fois l'autorisation des autorités compétentes :

« [Après ma deuxième détention] j'ai demandé au chef du village [pourquoi j'étais détenu]. Il a répondu : nous faisons ce qu'on nous dit. Nous ne savons pas pourquoi. Tous les gens qui voyagent à l'étranger vont au camp. Vous n'avez pas le droit de poser des questions. Si vous demandez pourquoi, cela sera considéré comme de la résistance. Ce ne sera pas bon pour vous. Vous obtiendrez des réponses dans le camp . »

Témoignage de Jewer Ilham, fille d'Ilham Tohti

Jewher Ilham est la fille d'Ilham Tohti. Son père, un professeur d'économie à l'Université Minzu de Pékin, a fait des recherches pendant des décennies sur la région ouïghoure et son développement économique. Il a été arrêté en 2014 et condamné à la prison à vie. Depuis 2017, sa fille ignore où il est et s'il est en vie. Elle raconte :

« On l'a accusé de séparatisme et d'incitation à la violence. On l'a accusé d'extrémisme. Mais toutes ces accusations sont fausses. Il faisait la sieste avec mes frères à la maison. Plus de 20 policiers ont fait irruption dans notre appartement. Ils ont arrêté mon père devant mes petits frères. Ils l'ont poussé sur le canapé pour lui mettre brutalement des menottes. Ils l'ont emmené de manière très violente sous les yeux de mes frères. Il a fallu attendre plusieurs mois pour savoir où il était. (...) En 2014, je croyais que ma famille était la seule à subir une telle injustice. Mais maintenant, des centaines de milliers de familles ouïghoures, kazakhes et kirghizes vivent exactement la même chose que moi. Leurs familles leur sont enlevées. Elles ne savent pas où est leur père ou leur mère, si leurs frères et sœurs sont en sécurité. Elles ne savent rien. Elles ne parviennent pas à avoir de leurs nouvelles. Et cela concerne plus d'un million de Ouïghours dans la région. Cela ne devrait pas être possible en 2020. Des femmes ouïghoures sont stérilisées, endoctrinées, frappées et violées. (...) »

Témoignage de Abduwali pour sa sœur, Sajidugul

Selon son frère, Sajidugul a été enfermée dans un camp d'internement en octobre 2017. Il a appris sa détention par des amis qui vivaient encore en Chine à cette époque. En mai 2021, le frère de Sajidugul, qui s'est entretenu avec Amnesty International, a appris d'une source fiable que Sajidugul avait été condamnée à 12 ans de prison pour « incitation au terrorisme ». Il a dit à Amnesty International que les autorités avaient forcé Sajidugul à le dénoncer publiquement en 2016. « Elle n'avait pas le choix », a-t-il expliqué. « Ils l'ont forcé à dire qu'elle était désolée pour moi, combien je suis mauvais ». Le frère de Sajidugul vit en Norvège et il a activement dénoncé les violations des droits humains dont les Ouïghours sont victimes. Il a déclaré à Amnesty International qu'il pense que Sajidugul a été détenue à cause de son activisme. Il a dit : « Le but est de me faire arrêter de

parler aux médias et aux organisations de droits humains. La sécurité nationale chinoise (la police) m'a contacté. Ils m'ont dit, "si tu n'arrêtes pas, nous allons mettre ta famille en danger" ».

On ignore si Sajidugul a accès à des membres de sa famille, un avocat de son choix ou au traitement médical dont elle a besoin, elle souffre d'Hépatite B.

Témoignage de Adila pour son père, Sadir

« Si vous voulez que votre père soit sain et sauf, vous devriez coopérer avec nous et répondre à toutes nos questions ». C'est ce que la police a dit à la fille de Sadir en septembre 2018, après son arrestation en juin 2018. Pendant des mois, un officier de police a appelé la fille de Sadir pour essayer de récolter des informations sur elle et sur le reste de sa famille qui vit aux États-Unis. Les appels ont cessé quand elle a découvert par le biais de membres de la famille restés en Chine que son père avait été envoyé en prison, probablement en mai 2019, avec une peine de 20 ans. On ignore si Sadir a bénéficié d'un procès équitable ou s'il a eu accès à un avocat de son choix. Avant d'aller en prison, Sadir avait été détenu dans un camp de juin-juillet 2018 à mai 2019. La fille de Sadir a maintenant perdu contact avec ses proches qui vivent toujours en Chine et elle n'arrive pas à obtenir plus d'informations à propos de son père. Les raisons officielles pour son arrestation demeurent inconnues, mais sa fille a déclaré à Amnesty International : « Je ne peux penser à aucune raison. Peut-être seulement parce qu'il est Ouïghour et musulman ».

Témoignage de Memetrasul pour sa femme, Nurmangul

Le mari de Nurmangul a dit à Amnesty International que sa femme a été envoyée en prison aux alentours de septembre 2016 parce qu'il travaillait à l'étranger et qu'il ne pouvait pas retourner en Chine quand les autorités le lui ont demandé. Il se souvient du dernier appel qu'il a reçu de Nurmangul : *« La police m'a appelée et a dit que si je ne venais pas au Xinjiang, ils allaient arrêter ma femme et mes enfants »*. Elle a été enlevée quelques mois après cet appel. Son mari a appris sa détention plus tard, par le biais d'amis qui vivent toujours en Chine. En dépit des nombreuses tentatives de contact avec les autorités chinoises, il n'a jamais reçu d'information ou de documentation officielle sur son cas. Il doute qu'il y ait eu un procès équitable ou qu'elle ait accès à l'avocat de son choix. Le mari de Nurmangul, qui vit aujourd'hui au Kirgizstan, n'arrive pas à contacter sa famille en Chine et il s'inquiète pour sa femme et ses enfants. Il a entendu dire qu'elle est détenue dans une prison à Kucha, qu'il décrit comme *« la pire prison du secteur »*.

Source : Amnesty International

Le petit + : il existe également une fiche focus sur l'accès à la justice et une autre sur les discriminations liées à l'origine ethnique qui permettent d'en savoir plus sur ces questions et peuvent être utilisées en complément de cette fiche témoignage ainsi que diverses fiches d'activités, fiches à voir à lire ou encore fiches de jeux sur la question de l'accès à la justice et des discriminations. Toutes ces fiches sont à retrouver sur notre plateforme de ressources en ligne : www.amnesty.be/plateforme